

## Présents, M. le Préfet

**E**n quelques mots bien sentis, le Préfet des P. A. a donné son opinion après le fameux sondage publié par *Sud-Ouest*. Une phrase a particulièrement retenu notre attention : « Dans ce débat, il me semble que l'on a entendu jusqu'à présent les arguments de ceux qui sont pour, plutôt que les arguments de ceux qui sont contre ». C'est bien aussi notre avis. C'est pourquoi nous constituons cette association : **C.A.P. Vivre Ensemble**.

Au début, cette idée d'une partition du département des P. A. pouvait paraître soit inopportune, soit dénuée de tout intérêt. Mais s'est mis en place un groupe de pression qui enjoint tout un chacun, individu ou collectif, de prendre position. Cette campagne a pris aujourd'hui une ampleur qui, pour artificielle qu'elle puisse paraître, n'en est pas moins inquiétante. Nous allons résolument nous opposer à cette funeste entreprise.

Pour cela, il faut briser ce quasi-monopole de fait dans les moyens d'expression. Nous souhaitons faire entendre une autre voix afin que chacun se positionne, s'il le souhaite, en connaissance de cause. Certains, et non des moindres, comme Pierre Bidart, se sont déjà exprimés (voir *Sud-Ouest* du 23/09/99). Si nous arrivons à faire entendre notre voix, si d'autres encore prennent la parole, peut-être alors pourra-t-

on parler de véritable débat.

Nous allons répliquer, sur le plan politique, aux zéloteurs de la partition qui se répandent dans les médias avec une argumentation économique pour mieux dissimuler le fond politique de l'affaire. Car ce projet reste marqué par une forte connotation ethnique, même si ses partisans s'en défendent. Nous, au contraire, nous souhaitons que tous les hommes et les femmes de ce département continuent à vivre ensemble, égaux et différents.

De plus, ces beaux messieurs ne peuvent nier qu'ils sont les alliés objectifs des séparatistes et des annexionnistes. Les uns commencent par demander la partition du département, les autres, aidés par ce premier pas, continueront en exigeant la partition du territoire national.

Aussi, nous allons dire, répéter, marteler : **NON au département basque ou Pays Basque**. Après les tracts et les affiches à Bayonne, nous poursuivons avec cette publication.

Si vous partagez nos valeurs (voir article ci-contre), si vous approuvez notre action, n'hésitez pas à renvoyer, à l'adresse de l'association, le bulletin de soutien de la dernière page. Sur cette question locale, votre engagement est essentiel. Nos moyens de simples citoyens sont limités. Alors, parlez de nous autour de vous, faites-



## Ensemble

**N**ous ne pouvons plus faire comme si nous n'étions pas concernés. Bien sûr, nous trouvons ridicule cette manière de diviser les habitants de ce département en Basques et en Béarnais pour mieux les opposer. N'est-il plus possible de continuer à vivre ensemble sans s'affronter, comme cela s'est fait pendant deux cents ans ? Ne compte-t-on pas dans ce département différentes identités, les Gascons, les Juifs dont les ancêtres ont fui l'Inquisition, les descendants des émigrés espagnols ou portugais, et beaucoup d'autres ? Que ces deux groupes, basque et béarnais, aient chacun leur propre culture, encore particulièrement vivace, c'est évident. Qu'ils s'attachent à les mettre en valeur est parfaitement légitime. Mais nous ne pouvons admettre que sur des revendications fondées, on greffe des exigences sur l'organisation de la société ou sur les structures du pays.

Qui est ce *nous* évoqué ici ? Nous tous, qui habitons dans ce département des P.A. et au sud des Landes, sans distinction d'origine, de race ou religion. Et encore moins de catégorie sociale. Il ne s'agit pas de mettre sur le devant de la scène ceux qui ont déjà un mandat électif ou un pouvoir de décision économique. *Nous*, c'est une réunion de simples citoyens. Et sur ce sujet, la voix d'un citoyen a le même poids que celle d'un élu.

(Suite page 3)

# Résolument opposés au département Pays Basque

Certains militent pour la création d'un département basque ou Pays Basque. Or, quoiqu'ils fassent et quoiqu'ils disent, quelle que soit la dénomination de cet hypothétique département, il y a une notion qui s'impose comme consubstantielle à ce projet, c'est celle d'ethnicité. On voit également que, derrière tout cela, tente de se camoufler le séparatisme.

Nombreux sont ceux qui doutent que le découpage de la France en départements soit encore adapté à une organisation moderne du pays. Pourtant certains réclament un nouveau département. Ce dépeçage aboutirait à un département Pays Basque. Or, qu'est-ce que le Pays Basque, en France ?

Le Pays Basque, c'est littéralement, en basque et aussi en français, le pays de ceux qui parlent la langue basque, le pays des Basques. Mais à notre époque où la pratique de la langue tend à régresser quelles références faut-il prendre ?

Le Pays Basque reste le pays où vit une communauté avec ses caractéristiques historico-culturelles propres, la communauté basque. Cette communauté occupe-t-elle tout l'espace de cette partie ouest du département des P.A. ?

D'abord, on ne peut pas intégrer au Pays Basque les communes du Bas-Adour. Dire, pour prendre un exemple évident, que le Pays Basque englobe Boucau et ses habitants est une idiotie. En effet, la quasi-totalité de la population boucalaise n'a jamais fait partie, par sa culture ou par son histoire, de la communauté des Basques.

Ensuite, d'autres communautés, nous l'avons dit, vivent ici.

Enfin, dans les zones urbaines, ici comme ailleurs, il s'est réalisé un tel brassage de population qu'il faut être de mauvaise foi pour qualifier de Basques tous les 120.000 habitants de l'agglomération bayonnaise.

C'est bien fallacieux de nommer «Pays Basque» la partie ouest

du département des P.A.

## Ethnicité

Faire référence à la communauté des Basques, c'est faire appel à des notions ethniques. Lorsqu'il s'agit de la promotion d'une culture, la démarche est tout à fait honorable. Mais, dans un territoire donné, organiser la vie publique ou concevoir les structures administratives en prenant comme élément de référence les communautés, cela s'appelle le communautarisme. Or, les zéloteurs de la partition

des P.A. mettent en valeur l'histoire, les traditions, le particularisme des Basques, souvent en les opposant à ceux des Béarnais. Ils distinguent ainsi une communauté (celle qui parle basque) parmi l'ensemble de la population (qui, dans sa totalité, parle le français). Certains vont même jusqu'à envisager, comme dans ce colloque du 15/01/99, une «*co-officialisation*» de la langue basque, à parité avec le français, dans le futur département. Ironisent-ils jusqu'à une uniformisation ethnique ?

La vie en commun suppose un respect mutuel des identités de chacun. En France notamment, singulariser une communauté particulière tend à diviser plutôt qu'à rassembler la population. Le projet de département Pays Basque est bien fondé sur un communautarisme ethnique.

## Séparatisme

Les scissionnistes dits modérés ne peuvent nier qu'on trouve dans leur camp et dans leurs organismes une catégorie de militants qui, lorsqu'ils parlent de scission, n'envisagent rien de moins qu'une scission du territoire national. Ceux-là se disent patriotes (*abertzale*) mais patriotes basques ; la France n'est pas leur patrie. Ce sont clairement des séparatistes : ils militent ouvertement pour le rattachement d'une partie du territoire français correspondant aux limites du département Pays Basque avec la Communauté Autonome d'Euskadi, afin de former un nouvel état.

On y trouve aussi des adhérents du PNV, le Parti **Nationaliste** Basque. Les buts de ce parti sont clairs, il suffit d'écouter son président, M. Xabier Arzallus : «son but ultime est une autodétermination du Pays Basque (y compris français) et de la Navarre, pouvant mener jusqu'à l'indépendance dans le cadre de l'Europe en devenir». Ce parti a remis en chantier, le 23 janvier dernier, avec le concours de ceux qu'on nomme la vitrine politique de l'ETA, un projet de «*libération nationale*» du Pays Basque, avec, dans un premier temps, un «*organisme national basque sur une base municipale*» des deux côtés de la frontière. Des élus municipaux français (?) siègent à la fois dans

cet organisme et dans les associations favorables au département Pays Basque. Un participant français (?), lit-on dans *Sud-Ouest*, y voit une nouvelle forme de pression pour la création d'un département basque. Est-il nécessaire pour nous d'ajouter un commentaire ?

Les associations scissionnistes «modérées» ne se sentent pas gênées par cette présence dans leurs rangs. Elles continuent à proclamer, la main sur le coeur, que leur démarche s'inscrit bien dans le cadre français et que leurs dirigeants ne peuvent être

---

### On découpe la carte suivant le pointillé et la limite se transforme en frontière.

---

soupçonnés d'aucune arrière-pensées. Il y a peut-être quelques candides embarqués dans cette galère qui croient de façon innocente qu'ils militent pour l'intérêt de la région, mais ils ne doivent pas être très nombreux

Pour ceux qui mentionnent clairement dans leur communiqué leur alliance avec les indépendantistes ou les annexionnistes du PNV, il ne peut y avoir de doute possible. Ils participent, en connaissance de cause, au même processus : les uns militent pour que, sur la carte de France, on trace en pointillé les limites d'un territoire qui s'appellerait Pays Basque. Les autres sont à l'affût et prendront le relais pour faire en sorte qu'on découpe la carte suivant le pointillé et que la limite se transforme en frontière.

Ethnicité et séparatisme sont les deux mamelles de ce projet. Malgré tous les articles dont on nous abreuve, malgré les proclamations qui ne manqueront pas, les faits ne peuvent être démentis. Nous n'aurons pas besoin de longs discours pour mettre cela en

(Suite de la page 1)

## Douce France

Mais ces citoyens ne transigent pas sur quelques valeurs qu'ils jugent essentielles. D'abord, ils osent proclamer leur amour pour la France même si ce sentiment peut paraître démodé. Il s'agit bien une relation d'affection, telle que l'ont décrite les poètes qui ont chanté la «douce France», de Joachim du Bellay au XVI<sup>e</sup> siècle à Charles Trenet. Nous aimons la France, dans la diversité de ses terroirs et de ses paysages que ses habitants ont façonnés pendant près de quinze siècles, avec obstination. Mais nous savons que ce tissu cousu à main d'homme au fil des millénaires peut se défaire si on n'y prend garde.

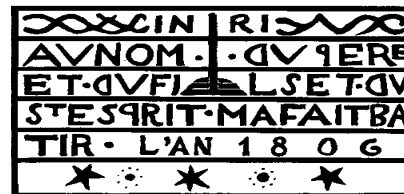
## Citoyens français

Nous osons également dire notre fierté d'être français. Car être français, ce n'est pas seulement être né par hasard sur un territoire appelé France. Ce n'est pas, reçue par le sang, l'appartenance à une ethnie. Etre français, c'est s'enraciner dans une volonté humaine de vivre ensemble, dans une histoire que l'on veut précisément collective, admise par tous ceux qui sont sur ce sol. Et chaque citoyen français est dépositaires d'une parcelle de la République. Aussi, manifester cette fierté d'être français, ce n'est pas seulement déployer un drapeau tricolore le temps d'une finale, c'est surtout adhérer aux valeurs «universelles» de la République et les défendre quand le besoin s'en fait sentir.

Car cette République ne trouve sa légitimité qu'en elle-même. C'est une communauté de citoyens qui restent ensemble parce qu'ils le désirent. Et s'ils se dispersent, s'ils relâchent leurs liens avec cette communauté, alors c'est le sentiment national qui se délite. Aujourd'hui, dans notre région, quand certains se proclament nationalistes, c'est pour indiquer qu'ils récusent la nation française et pour se replier sur leur particularisme.

D'autres mettent en avant

l'identité historico-culturelle de leur communauté. Nous avons chacun notre propre identité culturelle plus ou moins affirmée. Elle se caractérise, par exemple,



par des coutumes ou des façons de vivre, la pratique d'une religion, l'usage plus ou moins assuré d'une langue spécifique, une référence à un territoire. Certains ont des liens d'attachement forts avec les hommes et les femmes ayant la même identité historico-culturelle et participent ainsi à l'existence d'un groupe ethnique particulier. Cette situation n'est pas inquiétante en soi.

## Egaux mais différents

C'est justement parce que nos identités sont diverses que nous accordons la primauté à une communauté, la communauté des citoyens, où tous se retrouvent, égaux mais différents. Par contre, nous ne voulons pas que le pays s'organise à partir de références communautaires. Comme a pu le dire le Président de la République: «La France n'est pas et ne sera jamais une mosaïque de communautés juxtaposées». La France est composée de citoyens, pas de représentants de communautés.

La République n'est jamais complètement aboutie. D'où cette exigence républicaine qui ne doit pas se relâcher. Sinon, arrive la démagogie, antichambre de tous les reniements. C'est le rôle des citoyens de ne pas laisser cet héritage se dégrader.

Chez nous peut-être plus qu'ailleurs, les briseurs d'unité ont commencé leurs manoeuvres. Nous, membres de cette communauté de citoyens, devons resserrer nos rangs. Il nous faut assumer notre responsabilité en nous impliquant aujourd'hui dans ce fâcheux débat sur la partition du département. C'est l'adhésion

## Sondez-nous bien !

Dans cet océan de commentaires convenus sur un sondage qui ne l'est pas moins, il n'est pas étonnant que le (seul ?) commentaire marqué au coin de l'esprit républicain vienne d'un «bleu» de la politique. Disons plutôt qu'il s'agit de quelqu'un qui fait de la politique active mais qui n'a pas (encore) de mandat électif. Reprenons le journal *Sud-Ouest* du 11/09/99. Guy Mondorge, candidat socialiste à Anglet constate : «*Un sondage reste un sondage. ... Il n'est pas une consultation populaire. Car avant une consultation populaire, il y a une campagne d'information pendant laquelle les pour et les contre ont le même temps de parole, le même espace d'expression, les mêmes règles de financement, bref une transparence dont on est bien éloigné à ce jour...*»

Prenez garde, jeune homme ! Si vous persistez à faire référence aux règles de la démocratie plutôt qu'à mettre vous-même ou votre parti sur le devant de la scène, vous n'arriverez jamais à briller en politique et vous ne pourrez pas intégrer le sérail, même limité au plan local.

Aujourd'hui, en matière de sondage, les hommes politiques dans leur ensemble, rendus prudents par l'expérience et les espoirs déçus, le répètent à toute

occasion : les sondages politiques sont le reflet de l'opinion publique à un moment donné. Souvenons-nous : En 1986, le Président Mitterrand était au plus bas dans les sondages au point que les commentateurs, toujours avisés, le voyaient déjà à la retraite en train de promener son labrador à Soustons. En 1988, il était réélu président avec une bonne marge.

En 1994, M. Balladur était au zénith dans les sondages, si bien que les (mêmes) commentateurs considéraient que l'élection présidentielle était déjà jouée. Quelques mois après, M. Chirac devenait président.

Si les sondages politiques sont toujours commandés par des journaux ou des hebdomadaires, c'est que ces commanditaires pensent trouver là de la matière pour fabriquer des articles et retenir l'attention des lecteurs. Et quand les résultats des sondages sont repris par les autres titres ou mieux encore, par le journal télévisé, c'est vraiment une réussite. Bref, pour parler comme les financiers, il doit y avoir un retour rapide d'investissement, le reste est relativement secondaire.

Alors, au prochain sondage ! (toujours dans *Sud-Ouest*...)

## Au piquet !

Il n'y a pas d'hésitation. C'est à M. d'Élissagaray qu'il revient d'inaugurer cette rubrique. Il nous abreuve, à la moindre occasion de déclarations, communiqués ou lettres ouvertes. On l'a vu fulminer parce que «*nous (Basques) supportons notre part du trou très considérable des stations de montagne béarnaises*». Heureusement, les élèves de l'école d'Hendaye-ville (et de nombreux autres) vont à Gourette pour «*découvrir la vie communautaire*» (*Sud-Ouest* du 9/02/99). En général, ce monsieur fréquente plutôt les hautes sphères. Il interpelle le Premier Ministre, il écrit au Président de la République. A ce niveau, les interlocuteurs vont se faire rares. Il peut encore essayer le Président Clinton (valeur un peu en baisse tout de même) ou le Secrétaire Général des Nations-Unies. Nous, nous trouvons son style plutôt indigeste, surtout à la cadence où il nous inflige ses oeuvres. Mais au piquet, son ardeur d'épistolier devrait se calmer (?).

**P.S.** - Nous espérons que ce cher Renaud ne nous adressera pas une de ces missives dont il a le secret. Pour le moment, nous en sommes toujours au huitième paragraphe de sa lettre au Président et ça sature vraiment.

## Bulletin de soutien à retourner à l'association

ž Je partage vos idées et je vous encourage à poursuivre votre action.

M. et/ou Mme .....  
à .....

ž J'envisage de devenir membre de l'association pour appuyer votre action (cotisation : 100 F).

M. et/ou Mme .....  
Tél : .....

ž Je souhaite recevoir vos publications à l'adresse suivante :

## CAP (Citoyens en Adour-Pyrénées) Vivre Ensemble

BP 442 - 64604 ANGLET CEDEX

Tél : 06 63 03 39 11 Fax : . . . . .

Directeur de la publication : J. Betbeder